

Quelques aspects particuliers du syndicalisme aux États-Unis

Leon Dale

Volume 19, numéro 2, avril 1964

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021311ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021311ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dale, L. (1964). Quelques aspects particuliers du syndicalisme aux États-Unis. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 19(2), 201–216.
<https://doi.org/10.7202/1021311ar>

Quelques aspects particuliers du syndicalisme aux États-Unis

Léon Dale

L'UNITÉ SYNDICALE

Pour rencontrer le succès dans une plus grande mesure, le mouvement syndical devait procéder à son unification. L'éparpillement des forces syndicales l'affaiblissait. La question essentielle pour le mouvement syndical américain était, tout d'abord, la fusion de l'AFL et du CIO. L'AFL avait annoncé officiellement qu'elle comprenait 10,200,000 adhérents¹; le CIO professait officiellement en avoir 6,000,000². Unies, ces deux centrales allaient constituer une force beaucoup plus considérable que séparées.

La nouvelle fédération ainsi constituée pourrait attirer à soi les quelques syndicats indépendants d'importance, tels que celui des mineurs et peut-être même les syndicats des employés de chemin de fer qui jusqu'ici ont préféré rester indépendants. L'unification de toutes ces organisations constituerait un bloc de près de 18,500,000 syndiqués.

En raison de sa puissance, la nouvelle organisation est maintenant à même de recruter plus facilement de nouveaux adhérents, surtout avec la disparition des rivalités et des conflits entre syndicats.

Il reste encore au mouvement syndical américain d'importants secteurs économiques et géographiques à envahir et à conquérir. Les employés de bureau, les techniciens, les intellectuels, les fonctionnaires,

(1) Cf. l'interview suivante de George Meany, président de l'AFL, interview qui a paru dans *Newsweek*, 6 novembre 1953 :

Q.—Quel est le chiffre total de vos adhérents ?

R.—Environ 10,200,000.

Q.—Est-ce que ce chiffre a augmenté durant les années passées ?

R.—Il a augmenté légèrement. Les chiffres, cependant, représentent une nouvelle manière de payer les cotisations par membre à l'AFL. Les syndicats paient maintenant sur la base du chiffre total de leurs adhérents alors qu'auparavant certains syndicats ne payaient que sur la base d'une partie de leurs adhérents.

(2) Certaines indications laissent à penser que ce chiffre était peut-être un peu exagéré. Il est cité par *The New York Times* du 11 mars 1954, rapportant une déclaration du CIO.

bref le groupe que l'on appelle « les travailleurs à collet blanc » (white-collar workers) et qui sont pour la plupart en dehors du mouvement syndical.

Toute la partie sud des Etats-Unis présente un terrain fertile, mais difficile, pour le travail d'organisation syndicale. D'autre part, sur les 22 millions de femmes qui travaillent, seulement 3 millions appartiennent à un syndicat. Là encore, les efforts unifiés des syndicats sont à même de rencontrer plus de succès. C'est ainsi que 16 organisations de l'AFL-CIO dans l'état du Michigan emploient une femme « organisatrice ». On propose même d'inclure une femme dans le Conseil Exécutif de l'AFL-CIO.

Durant les longues années pendant lesquelles l'AFL et le CIO furent séparés, il existait néanmoins un désir de faire l'unité, comme en témoignent des rencontres à cet effet en 1937 et 1939. Qu'elles n'aient pas été couronnées de succès, même celles de 1939 inspirées par le Président Roosevelt, montre combien la fissure était profonde entre les deux organisations. Questions de personnalité, de perspective, de structure, sans aucun doute. Il y avait aussi des rancœurs, des souvenirs de querelles, bref de nombreux éléments qu'il était difficile à beaucoup de militants syndicalistes d'oublier ou d'effacer. Pourtant le congrès de 1940 de l'AFL adopta une résolution formulant son espoir que l'unité syndicale se réaliserait.

En 1942, John L. Lewis, à cette époque sans poste officiel au CIO, écrivit à Murray, président du CIO et à Green, président de l'AFL, pour leur demander de faire l'unité. Murray fut scandalisé de cette démarche, à laquelle Green s'opposait aussi, et l'action de Lewis fut sans suite. Jusqu'à la fin de la guerre, l'AFL et le CIO restèrent sur leurs positions, échangeant même çà et là quelques horions.

Pendant la guerre, le CIO fut actif au sein de comités syndicaux internationaux à participation soviétique. En 1945, le CIO participa à la fondation de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) à laquelle il appartient jusqu'à 1949. Ceci allait à l'encontre de l'orientation de l'AFL qui refusa d'appartenir à la FSM en raison même de la participation soviétique.

Cependant, à la fin de 1946, les premières nuées de ce qui allait devenir la loi Taft-Hartley se montraient à l'horizon et Murray demanda à l'AFL et aux syndicats des chemins de fer de faire l'unité pour mieux résister aux assauts anti-syndicaux. Cette démarche resta sans succès aussi bien d'ailleurs que les échanges de lettres qui suivirent. En 1949, cependant, l'AFL et le CIO se rapprochèrent sur le plan international. Le CIO quitta la FSM et coopéra avec l'AFL et d'autres syndicats étrangers à l'établissement de la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL). De plus, le CIO décida d'expulser les syndicats à appartenance communiste; de nombreux communistes

s'étaient en effet infiltrés dans le CIO et avaient réussi dans certains cas à contrôler certains syndicats locaux et quelquefois même des fédérations.

En 1950, un nouvel essai d'unification eut lieu mais cette fois-ci encore sans succès. Mais la même année, l'AFL, le CIO, le syndicat des mécaniciens et l'Association des Exécutifs syndicaux des chemins de fer (Railway Labor Executive Association) établirent un Comité de Politique syndicale unifiée (United Labor Policy Committee) désigné à s'occuper des problèmes posés au mouvement syndical par la guerre de Corée et les relations du mouvement syndical avec le gouvernement. En 1951, ce comité fut dissout, car il ne pouvait pas remplacer l'unité organique. En 1952, Murray et Green moururent à un mois d'intervalle.

Poursuivant la même politique anti-communiste tant sur le plan national qu'international, participant aux mêmes organismes d'aide américaine, soutenant les mêmes candidats aux élections, affrontant les mêmes problèmes économiques et sociaux, il était inévitable que la question de la fusion de l'AFL et du CIO se pose de manière de plus en plus pressante à un moment où toutes les ressources du mouvement syndical étaient mises en jeu; pour ne citer que la question de l'organisation des employés de bureau, l'organisation de nombreux secteurs dans le Sud des Etats-Unis et l'activité politique syndicale.

Dès que George Meany fut élu à la présidence de l'AFL, il fit tous ses efforts pour faire l'unification. Walter Reuther, élu Président du CIO, se montra lui aussi favorable à l'unité. Au début de 1953, les deux présidents furent d'accord pour établir un « comité d'unité » dont la tâche la plus urgente consistait à trouver un « modus vivendi » à l'égard du problème posé par les « raids » effectués par de nombreux syndicats aux dépens du syndicat rival existant dans l'autre confédération. Un accord qui clarifia énormément l'atmosphère fut signé à la fin de 1953. C'est clair que toutes les difficultés n'avaient pas disparu à la signature de l'accord. Néanmoins, en juin 1954, les représentants de 65 syndicats de l'AFL et 29 du CIO apposèrent leurs signatures sur un document définissant leurs domaines respectifs.

La même année, le congrès de l'AFL approuva une déclaration tendant à l'unité des deux fédérations. Le CIO étant fondamentalement d'accord sur la question de principe, on décida d'amener les fédérations du CIO « telles quelles » au sein de l'AFL, les conflits, s'il y en avait, devaient être réglés après la fusion des deux organisations. Au début de 1955, on signa l'accord faisant l'unité du mouvement syndical.

En décembre 1955, le premier congrès de l'organisation unifiée AFL-CIO établit l'unité syndicale américaine. La nouvelle organisation juxtaposant les noms des 2 organisations qu'elle embrassait com-

prend 15 millions d'adhérents avec 109 syndicats de l'AFL et 32 du CIO. Sur les 27 membres du Comité Exécutif, 17 proviennent de l'AFL et 10 du CIO. L'AFL-CIO affirma immédiatement qu'elle n'entendait pas conduire une lutte de classe mais défendre les intérêts généraux du peuple américain. Une des clauses de l'accord qui amenait la fusion prévoyait une « Division des Syndicats industriels » (Industrial Union Department). Toutes les anciennes fédérations du CIO, sauf celle des Transports, c'est-à-dire 31 fédérations avec 4,528,000 membres, y adhérèrent ainsi que 35 anciennes fédérations avec 2,629,000 adhérents. Walter Reuther fut élu président de cette Division et James Carey secrétaire-trésorier. L'AFL-CIO se compose de 138 syndicats ou fédérations ayant un total de 15 millions d'adhérents³.

La constitution de l'AFL-CIO retint les caractéristiques principales de la structure de l'AFL et du CIO. Le congrès représente l'autorité suprême de la nouvelle organisation. Le conseil exécutif (Executive Council) gouverne l'AFL-CIO pendant l'intervalle des congrès qui ont lieu tous les deux ans. Il comprend des vice-présidents qui sont élus par le congrès, ainsi qu'un président, et un secrétaire-trésorier, George Meany et William Schnitzler. Le comité de direction (General Board), qui comprend des présidents des fédérations ou un de leurs officiels principaux, des membres du conseil exécutif et des chefs de division de l'AFL-CIO, représente une sorte de congrès en miniature auquel on fait appel (théoriquement une fois par an suivant la constitution de l'AFL-CIO) pour des questions importantes.

Il existe en plus un comité exécutif (Executive Committee) composé du président, du secrétaire-trésorier et de 6 vice-présidents choisis par le conseil exécutif. Suivant la constitution, le comité exécutif se réunit tous les deux mois.

La constitution prévoit 14 commissions permanentes ayant trait à la législation, aux droits civils, à l'éducation politique, aux méthodes honnêtes, aux affaires internationales, à l'éducation, aux assurances sociales, à la politique économique, aux services publics, au logement, à la recherche, aux relations avec le public, à la sécurité et à la santé au travail et aux affaires des anciens combattants. Le quartier général de l'AFL-CIO se compose des Divisions (Departments) suivantes: la Division des Droits civils (Department of Civil Rights), la Division des Services à la Communauté (Community Services Activities), la Division d'Éducation (Department of Education), la Division des Affaires internationales (Department of International Affairs), la Division de Législation (Department of Legislation), la Division d'Organisation (Department of Organization), le Comité pour l'Éducation politique (Committee on Political Education), la Division des Relations publiques (Department of Public Relations), la Division des Publica-

(3) AFL-CIO News, 7 décembre 1957, p. 13.

tions (Department of Publications), la Division des Recherches (Department of Research), et la Division de la Sécurité sociale (Division of Social Security).

En 1957, l'AFL-CIO avait à son crédit \$7,773,699.79⁴. Les affiliés sont en général beaucoup plus riches; par exemple, le syndicat des travailleurs de l'acier (United Steel Workers) a une trésorerie qui s'élève à près de 27 millions de dollars⁵.

Une fois la fusion accomplie au sommet, il restait à mener à bien la tâche assez compliquée d'unification des organismes subalternes. Les fédérations d'état, entre autres, avaient un délai de deux ans pour s'intégrer volontairement. Passé ce délai, on supposait que l'intégration se ferait par mesure administrative. En 1959, 41 fédérations d'état s'étaient fusionnées ainsi que celles de Puerto Rico, d'Alaska et de la Zone du Canal; de plus, quatre syndicats internationaux se sont fusionnés ainsi que les conseils et organisations locales de 170 régions⁶. Le congrès⁷ de l'AFL-CIO de 1957 autorisa le président George Meany à étendre indéfiniment la date à laquelle les fédérations d'état et les conseils de villes de l'ancien AFL et CIO devaient se fusionner. Mais Meany a aussi le pouvoir de suspendre les affiliés et de convoquer des congrès de groupes qui, de façon délibérée, retardent leur fusion. Quoiqu'il reste encore de nombreux syndicats « doubles » et même certains états où l'on peut prévoir des difficultés au point de vue de la fusion, il est probable que celle-ci se fera éventuellement sur toute la ligne. On comprend, à cet égard, que certaines considérations d'ordre personnel entrent quelquefois en jeu et que certains militants ne favorisent pas une conjoncture qui les renverraient à l'usine qu'ils ont quittée depuis de nombreuses années. Là encore, la disparition de certains leaders et la montée de jeunes devraient aider à résoudre des situations quelquefois difficiles.

En 1957, le Congrès de l'AFL-CIO réitéra son soutien à « l'Accord anti-raïd »⁸, (no-raiding Agreement) signé en 1951 par l'AFL et le CIO, et qui représentait un gros effort pour éliminer les conflits entre syndicats se disputant des adhérents ou des « jobs ».

(4) Report of the Executive Council of the AFL-CIO, Second Convention, Atlantic City, December 5, 1957, American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations, p. 6.

(5) AFL-CIO News, 7 décembre 1957, p. 12.

(6) AFL-CIO News, 7 décembre 1957, p. 13 et AFL-CIO News, 21 décembre 1957, p. 3.

(7) A noter que les représentants des organisations qui n'étaient pas encore fusionné au moment du congrès de 1957 eurent le statut d'invités au congrès mais n'eurent pas le droit de voter, AFL-CIO News, 30 novembre 1957, p. 2.

(8) Second Constitutional Convention of the American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations, 1957 Proceedings, Atlantic City, New Jersey, December 11, 1957, Report of Fifth Day — Wednesday Morning Session, p. 27.

Le nouveau climat d'entente se reflète dans les relations entre syndicats. C'est ainsi que le syndicat international des mécaniciens (International Association of Machinists) et le syndicat international des travailleurs de l'électricité (International Union of Electrical Workers) se sont entendus récemment pour ne pas s'attaquer mutuellement lorsque les deux syndicats se font concurrence pour obtenir l'affiliation de travailleurs qui ne sont pas syndiqués.

L'AFL-CIO va, de fait, avoir besoin de toutes ses ressources pour se développer comme elle le désire; suivant le rapport du Conseil Exécutif de l'AFL-CIO au congrès de 1957, il est plus difficile de syndiquer les travailleurs qu'en 1955. Toujours suivant le même rapport, le nombre de syndiqués en puissance s'élève à 26 millions⁹. De ce nombre 13 millions sont des employés à « collet blanc » et 10 millions se trouvent dans le Sud des Etats-Unis. Mais:

*« En dépit des conditions adverses de l'heure présente, le mouvement syndical est en meilleure position pour apporter les avantages dérivés du syndicalisme à ces millions de travailleurs encore non-syndiqués, qu'à n'importe quelle autre époque »*¹⁰.

Entretiens on peut prévoir l'augmentation graduelle de la puissance syndicale en raison de deux facteurs fondamentaux: (1) l'expansion de l'économie américaine et son industrialisation constante, et (2) le besoin croissant de « sécurité » de la part de la main-d'oeuvre.

LE GOUVERNEMENT SYNDICAL

« Un syndiqué en possession de sa carte de l'AFL possède de nombreux avantages que les autres travailleurs n'ont pas. . . Sa situation, son salaire, sa manière de gagner sa vie, sa retraite, le bien-être de sa famille, l'éducation de ses enfants ainsi que d'autres problèmes qui le concernent de façon vitale sont l'objet de préoccupations et d'efforts journaliers de la part de la Fédération américaine du Travail et de ses affiliés. Sa carte de l'AFL signifie par-dessus tout que le travailleur est bien représenté et de manière effective dans l'accomplissement de choses qu'il ne pourrait

(9) « Ce chiffre est obtenu par le simple processus de l'établissement du chiffre total de la main-d'oeuvre et soustrayant de ce chiffre le nombre de ceux qui ne sont pas susceptibles de se syndiquer ainsi que le nombre de ceux qui sont déjà syndiqués ». Report of the Executive Council of the AFL-CIO, Second Convention, Atlantic City, New Jersey, December 5, 1957, American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations, p. 97.

(10) Report of the Executive Council of the AFL-CIO, Second Convention, Atlantic City, New Jersey, December 5, 1957, American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations, p. 101.

espérer accomplir seul. Son syndicat local et l'organisation nationale dont il fait partie lui assurent la meilleure représentation possible quand pour lui elle traite avec le patron. De même, elles lui fournissent une assurance tangible contre les malheurs qui peuvent l'atteindre... Un grand nombre de nos syndicats fournissent à leurs adhérents des indemnités de chômage, de maladie, de retraite, une aide monétaire pour les funérailles ainsi que d'autres formes d'avantages... Cent millions de dollars ont été payés à nos adhérents des fonds de nos syndicats nationaux et internationaux ¹¹ durant l'année passée ¹².

C'est ainsi que le syndicat constitue une entité complémentaire presque indispensable. Cette entité est devenue une sorte d'état dans l'état qui a ses règlements, ses traditions, ses tribunaux et ses chefs. On pourrait presque dire qu'il a son armée.

« En fait, une direction syndicale centrale peut être assimilée à un gouvernement avec ses ministères et services d'études, mais elle doit lui être supérieure dans la psychologie sociale puisque ses seuls moyens d'action sont la confiance qu'elle inspire et la persuasion » ¹³.

Ce gouvernement contrôle les activités du travailleur à l'intérieur de l'usine au même titre que la direction. En échange de ses cotisations et de son soutien individuel, le syndicat fournit au travailleur une protection, une « sécurité » contre les coups du sort, que ceux-ci prennent la forme d'un ordre arbitraire de la direction, de la fantaisie d'un contre-maître ou d'une dépression économique. Bref, le rôle des syndicats américains, loin de constituer l'avant-garde de la lutte de classes, représente plutôt un système de coopération efficace dans la société américaine présente. Le gouvernement syndical est en somme un régulateur du personnel, mais un régulateur d'un caractère unique en ce sens qu'il est constitué démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes.

RELATIONS AVEC LE PATRONAT

Les relations du mouvement syndical avec le patronat ont beaucoup évolué depuis l'apparition de la grande industrie aux Etats-Unis et particulièrement depuis les conflits sanglants entre syndicats et patrons qui marquèrent l'organisation du CIO. Dans certaines industries,

(11) Un syndicat américain est international lorsqu'il a des sections au Canada, ou simplement en dehors des Etats-Unis.

(12) *Report of the Executive Council of the American Federation of Labor*, op. cit., pp. 72-73.

(13) MICHEL COLLINET, « Le syndicalisme dans la société moderne », *Diogene*, No 14, 1956, p. 78.

particulièrement celle de l'acier, il semblerait que l'on ait « accepté » l'existence des syndicats, comme un témoignage cette déclaration de Fairless, président du conseil d'administration de la « United States Steel », à un dîner donné en l'honneur de MacDonald, président du Syndicat des Travailleurs de l'Acier du CIO (United Steel Workers, CIO):

« Dans notre société moderne complexe, il n'est plus possible pour les ouvriers et les patrons d'engager quelques 5,000 batailles par an sans mettre en danger l'ensemble de notre système économique et les intérêts de millions de consommateurs, de travailleurs et d'actionnaires. Les Américains sont un peuple patient mais ils ne vont pas toujours nous permettre de vider nos querelles au détriment du bien public. On attend de nous que nous trouvions une meilleure méthode, et cela rapidement... Nous ne pouvons le faire que dans une ambiance de respect réciproque, de compréhension et de confiance »¹⁴.

On ne peut pas dire que ces paroles représentent l'attitude du patronat des industries lourdes même celles où le syndicalisme est solidement établi. L'attitude patronale varie d'une industrie à une autre, et d'une usine à une autre. Elle dépend aussi de la puissance des syndicats et de l'attitude tant du gouvernement fédéral que des autorités des états. La conjoncture économique l'influence aussi. En général, un patronat éclairé trouve devant lui un syndicat responsable qui tient ses engagements; le contraire est aussi exact. Nous avons simplement cité ces paroles pour montrer le chemin pris par le « Labor ».

Depuis 20 ans, une des tactiques fréquentes des syndicats est de s'attaquer aux entreprises qui font des bénéfices et qui sont bien dirigées. Une fois le contrat obtenu, les syndicats s'attaquent aux autres dans la même industrie ou la même région. Les entreprises mal dirigées et dont les produits se vendent à des prix trop élevés sont confrontées avec des consommateurs réticents, et les organisations « marginales » doivent donc s'améliorer ou disparaître:

« Nous voulons que la direction (des sociétés anonymes ou autres) DIRIGE. Si la direction ne dirige pas de la façon dont elle devrait diriger, de manière à ce que nous recevions un salaire décent de l'entreprise, alors évidemment nous lutterons pour un salaire décent quand même. Nous dirons à la direction: « Eh bien, ça ne nous regarde pas. Si vous n'êtes pas assez malins pour gagner de l'argent, c'est dommage. Nous pensons malgré cela que nous avons droit à un salaire décent »¹⁵.

(14) *Newsweek*, 14 décembre 1953.

(15) *Newsweek*, 6 novembre 1953, interview de George Meany, président de l'AFL.

Une fois le syndicat implanté dans l'usine et le contrat collectif signé, les travailleurs démontrent une sorte de « loyauté » à deux faces, l'une tournée vers la compagnie et l'autre le syndicat¹⁶. Il en résulte un équilibre plus grand dans les rapports entre la direction et les employés. A ce point de vue, il est intéressant de noter que les contrats collectifs, qui, pour la plupart, et il n'y a pas très longtemps, venaient à expiration au bout d'un an, sont maintenant signés pour des périodes de deux et trois ans. Un grand nombre de ces accords contiennent des clauses prévoyant l'échelle mobile et des augmentations annuelles fixes.

En se basant sur les résolutions du congrès de 1957 de l'AFL-CIO, on est porté à penser que les affiliés de cette organisation s'efforceront au cours des négociations collectives avec les patrons d'obtenir des augmentations de salaires, une semaine de travail plus courte, une augmentation de leur retraite ainsi que des congés de maladie plus importants. Il est aussi apparent que la tendance actuelle est, par l'intermédiaire des conventions collectives, de rendre le patronat responsable pour l'établissement d'un système d'assurances sociales privé, renforçant les assurances sociales de l'état jugées insuffisantes.

Les syndicats cherchent à accroître la protection dont jouissent les familles des travailleurs tant en ce qui concerne les gros frais d'hôpitaux qui sont souvent pris en charge par les assurances privées prévues par le contrat collectif, qu'en ce qui concerne les indemnités de chômage. En même temps, les syndicats font pression de manière continue sur les patrons pour faire augmenter le nombre des congés payés et des jours fériés payés. Comme Meany le déclara à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies:

*« 14 millions sur les 17 millions de syndiqués aux Etats-Unis sont maintenant protégés par des systèmes d'assurances sociales privés qui se super-imposent à ceux de l'état, (systèmes) obtenus grâce... aux conventions collectives. Nos syndicats ont négocié et obtenu des systèmes de retraites (privés) qui protègent plus de 500,000 de leurs adhérents. Quatre-vingt-dix pour cent de tous les syndiqués ont maintenant droit, et dans certains cas leurs familles, à... des soins médicaux, chirurgicaux... »*¹⁷.

RELATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT

*« Le fait est qu'en Amérique le mouvement syndical se trouve au coeur du système (de la libre) entreprise »*¹⁸.
a déclaré l'AFL qui a eu soin d'ajouter:

(16) Cette loyauté a été démontrée à l'usine automobile Studebaker où les syndiqués ont forcé la compagnie à renvoyer un ouvrier ayant fait l'achat d'une voiture qui n'était pas une Studebaker; *The New York Times*, 5 février, 1954.

(17) « Meany at the United Nations », *Free Labour World*, no 89, novembre 1957, p. 17.

(18) *Report of the Executive Council of the American Federation of Labor*, pp. 266-267, cf. aussi plus haut, p. 49.

« C'est la fonction de notre gouvernement de compléter et de régulariser, là où c'est nécessaire, le libre courant de notre vie économique plutôt que de la dominer... Le besoin primordial, celui qui est le plus vital et le plus urgent est d'éviter une dépression (économique) catastrophique et de soutenir le développement équilibré et constant de l'économie du pays tout entier »¹⁹.

Par l'intermédiaire de ses dirigeants, le mouvement syndical est en rapports constants avec les hommes d'état et les hauts fonctionnaires du gouvernement qui apprennent à se connaître et qui établissent des relations amicales. Le point de vue syndical est donc amené à influencer la législation en puissance et l'application des lois déjà votées. Comme les relations des Etats-Unis avec les autres nations, l'importance acquise par le mouvement syndical dans la société américaine et son influence dans les sphères gouvernementales ont été soulignées par l'apparition successive au congrès de l'AFL à St. Louis en 1953, du Ministre des Affaires Etrangères, M. John Foster Dulles, du Vice-Président des Etats-Unis, M. Richard Nixon, et de l'ancien Président des Etats-Unis, M. Harry Truman. Toutes ces personnalités prononcèrent des discours contenant un éloge du rôle joué par le mouvement syndical en général et l'AFL en particulier. M. Nixon apportait un message personnel de M. Dwight Eisenhower, Président des Etats-Unis.

Le premier message public du Président Eisenhower après sa maladie fut le message téléphonique qu'il adressa au congrès constitutif de l'AFL-CIO en décembre 1955. En 1957, il nomma George Meany, président de l'AFL-CIO membre de la délégation américaine auprès de l'Assemblée générale de 1957 de l'Organisation des Nations Unies. C'était la première fois que le mouvement syndical y était représenté directement en la personne de son président. Une preuve de plus de l'influence grandissante du mouvement et de l'importance que le gouvernement y attache:

« Cette nomination par le Président Eisenhower ne constituait pas seulement un éloge des contributions importantes du Président Meany à l'établissement d'une politique étrangère solide et effective pour le pays. Cette nomination soulignait aussi le fait que le pays reconnaissait les nombreuses activités constructrices du mouvement syndical, ses efforts pour aider notre pays à remplir son nouveau rôle historique et ses lourdes responsabilités en tant que puissantes forces pour l'établissement d'une paix durable, de la liberté et du bien-être »²⁰.

(19) *Ibid.*

(20) Executive Council, Second Convention Report to, pp. 164-165.

Autre signe des temps: en 1957, l'armée américaine organisa une parade pour honorer le mouvement syndical. Ce fut William Schnitzer, secrétaire-trésorier de l'AFL-CIO, qui prit les honneurs. Cependant, la réaction du mouvement syndical américain, quand on le confond (comme c'est le cas des pays à régime totalitaire) avec le gouvernement américain, est prompt. Répondant immédiatement dans la négative à une requête de l'ambassadeur des Soviets à Washington au gouvernement des Etats-Unis, tendant à établir et développer les contacts des organisations syndicales, de jeunesse et autres, entre les Etats-Unis et l'URSS, George Meany déclara:

*« Je ne peux parler que pour le mouvement syndical américain et je peux donner à l'ambassadeur Zaroubin une réponse immédiate à sa proposition. Il serait naturel qu'un porte-parole soviétique dont le gouvernement domine les syndicats adresse sa requête au gouvernement américain. Mais en Amérique, le gouvernement ne peut pas parler pour le mouvement syndical, ni ne peut lui donner des ordres ».*²¹

Pour que le mouvement syndical continue à prospérer, il lui faut prendre garde de ne pas l'identifier avec le gouvernement tout en maintenant de bonnes relations avec lui. Car un mouvement syndical contrôlé par le gouvernement n'est plus syndical et n'est plus un « mouvement ». Il devient simplement un instrument gouvernemental qui, au lieu de défendre les intérêts des ouvriers, se sert de ceux-ci pour atteindre des buts politiques. C'est ici que nous comprenons mieux ce que le syndicalisme américain entend par « politique ». Cela ne signifie pas qu'il ne cherchera pas à faire élire des représentants politiques favorables au mouvement syndical, mais plutôt qu'il évitera de se voir attribuer une étiquette politique:

*« Nous refusons absolument de nous laisser aller à devenir une succursale du parti Démocrate ou de n'importe quel autre parti. Nous sommes absolument impartiaux ».*²²

Une telle étiquette signifierait une identification avec un parti. Si ce parti était au pouvoir, il aurait tendance à utiliser le mouvement syndical comme un instrument politique et à lui faire perdre ses caractéristiques. Et si le parti n'était pas au pouvoir, le parti rival aurait tendance à considérer le mouvement syndical comme l'allié d'un ennemi vaincu, ce qui rendrait difficile ses rapports avec lui.

Au sein de l'AFL-CIO, il existe des éléments à tendance socialiste qui ont une conception différente des rapports devant exister entre le

(21) AFL-CIO News, 2 novembre 1957, p. 11.

(22) Newsweek, 6 novembre 1953, interview de George Meany, président de l'AFL.

gouvernement et les syndicats. L'influence de ces groupes est en général peu importante. Le président de l'AFL exprima le sentiment du mouvement syndical en général quand il a déclaré :

*« Je pense que le gouvernement fédéral doit intervenir le moins possible. De même que les gouvernements des différents états ».*²³

CE QUE DÉSIRE LE MOUVEMENT SYNDICAL

En général, les syndicats cherchent à réduire les inégalités économiques, politiques et sociales qui existent dans le cadre de l'économie. Les syndicats ont demandé pour les travailleurs le droit de participer à la vie politique du pays, la possibilité de s'instruire, d'avoir des loisirs, un niveau de vie plus élevé et une protection contre les dépressions économiques. Ce programme a amené les syndicats à réclamer une participation plus importante du gouvernement à la vie économique du pays. Il est à noter que cette participation réclamée par les syndicats ne découle pas de doctrines politiques. Le mouvement syndical est imbu de l'idée que le système industriel doit fonctionner avant tout pour subvenir aux besoins de l'homme et que le droit de vivre décemment vient avant le droit de la propriété privée.

*« Les syndicats sont créés pour rendre les conditions de vie simplement un peu meilleures qu'elles ne l'étaient avant qu'ils ne soient créés, et le syndicat qui ne manifeste pas ce genre d'intérêt pour les êtres humains ne peut pas durer, ne peut pas vivre ».*²⁴

Considéré « in toto », le syndicalisme est avant tout la réaction spontanée des ouvriers aux conditions de travail dans les usines. Cette spontanéité est en quelque sorte l'antithèse d'un intellectualisme qui chercherait à faire figurer le syndicalisme dans un système cosmique et pré-déterminé. Dès l'apparition de l'AFL en 1881, le mouvement syndical américain s'est toujours défendu avec succès contre les intellectuels qui voulaient s'en servir. Il ne leur a pas permis d'utiliser le syndicalisme comme véhicule de théories ou d'idées qui n'étaient pas d'une utilité immédiate pour les syndicats.

*« Nous n'avons pas d'objectifs ultimes. Nous faisons ce que nous pouvons au jour le jour. Nous nous battons seulement pour des objectifs immédiats... nous sommes opposés aux théoriciens... nous sommes des gens pratiques ».*²⁵

(23) *Ibid.*

(24) CIO Convention Proceedings, 1952, p. 232.

(25) J.B.S. HARDMAN, *American Labor Dynamics*, p. 99, Harcourt, Brace, and Company, 1928.

déclara Samuel Gompers. Par contre, le mouvement syndical américain se sert de plus en plus d'intellectuels chargés de faire des recherches sur les questions économiques, de tâches administratives, de cours spéciaux dans les universités, etc.

Et c'est peut-être ce que désire avant tout le mouvement syndical: être en mesure de lutter pour des objectifs précis et concrets, être libre et être fort.

*« Donc, notre mission est de... s'en tenir aux simples buts du mouvement syndical. On s'organise de façon à ce que les travailleurs puissent, d'une façon collective, montrer au patron qu'ils ont droit à une portion équitable de la richesse produite par ce système, par le capital investi, par la direction, par le patron et l'ouvrier. Nous ne nous opposons pas au système; nous voulons notre part parce que nous savons que le système ne peut pas continuer à fonctionner si nous ne la recevons pas ».*²⁶

CONCLUSION

LABOR OMNIA (?) VINCIT

*« Les syndicats doivent posséder une puissance économique, sociale et politique, s'ils doivent assumer les responsabilités sociales que la forme même de la société moderne place sur eux ».*²⁷

La fière devise de l'AFL: « Labor omnia vincit » était trop catégorique pour être exacte; de là, le point d'interrogation. En anglais, le terme « labor » désigne le travail et aussi le mouvement syndical. On peut donc entendre cette devise: « Le travail vient à bout de tout », ou bien « Le mouvement syndical vient à bout de tout ». Maintenant que le mouvement syndical est solidement établi dans la société américaine, et maintenant qu'il a défini de manière assez précise le champ de ses activités, les problèmes qui le confrontent, pour importants qu'ils soient, ont perdu l'acuité de naguère, c'est-à-dire la lutte pour survivre envers et contre tous. Il est d'ailleurs symptomatique que cette devise de l'AFL n'a pas survécu à la fusion et que le symbole de l'AFL-CIO représente une poignée de mains.

(26) Discours de George Meany, après sa réélection en tant que président de l'AFL-CIO au deuxième congrès de l'AFL-CIO en 1957 (Second Constitutional Convention of the American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations, 1957 Proceedings Atlantic City, New Jersey, December 12, 1957, Report of Sixth Day — Thursday Morning Session, p. 81).

(27) Extrait d'un article du Père William J. Smith, S.J., cité par *AFL-CIO News*, 4 avril 1959, page 4.

L'indication de ce nouvel esprit se fait jour dans un des secteurs de l'industrie lourde qui fut le théâtre de luttes sanglantes:

*« Les chefs de l'industrie de l'acier qui ont à coeur le progrès reconnaissent que les militants syndicaux ne sont pas leurs ennemis, mais de fait leurs collaborateurs dans le système de production. Ils acceptent sans réserves notre syndicat (qu'ils reconnaissent), non pas comme un mal qu'il faut fuir, mais comme une institution vigoureuse et nécessaire au sein d'une grande démocratie industrialisée, une force constructive pour l'amélioration de relations qui autrement seraient chaotiques. Quand les compagnies considèrent le mouvement syndical de cette manière, les syndicats réagissent de façon sincèrement amicale... Le fait de reconnaître que chacun de nous a son rôle à jouer et qu'ensemble nous pouvons aller de l'avant constitue la clef de la prospérité future ».*²⁸

Sans idées préconçues, sans plan établi à l'avance, résolvant ses problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentaient, le mouvement ouvrier est devenu fort et puissant. La liste des réalisations syndicales est impressionnante. Qu'il s'agisse de l'instruction publique, du problème du logement, de la santé publique, du salaire minimum, de la protection des consommateurs, des impôts, de la défense nationale ou de la liberté purement et simplement, le mouvement syndical représente une force constructive. Ce faisant, il est resté fondamentalement pragmatique. Il considère avant tout la situation telle qu'elle se présente, les besoins à satisfaire. En ce sens, le syndicalisme américain reflète la société dont il fait partie. Et c'est pourquoi aussi la lutte de classes, les théories à longue échéance, les spéculations à long terme qui se perdent dans la brume de l'avenir ne peuvent pas avoir de prise sur un mouvement qui vit principalement dans le présent. Si préoccupations il y a, elles concernent l'individu, non l'état.

Le premier congrès de l'AFL-CIO montra d'ailleurs tout de suite la vigueur avec laquelle le mouvement syndical américain entendait jouer son rôle au sein de la nation. Le congrès constitutif présenta des résolutions sur la défense civile, les coopératives, les travailleurs agricoles saisonniers et les travailleurs étrangers sous contrat, le logement, les services sociaux, les lois anti-syndicales des états, les conventions collectives, les impôts et le budget fédéral, les assurances sociales, l'indemnité de chômage, l'indemnité d'accident, la santé et la sécurité au travail, la politique étrangère, l'immigration, l'énergie atomique, l'énergie électrique, le soutien aux syndicats en grève, l'organisation des non-syndiqués, l'établissement d'une caisse de financement d'organisation syndicale, le label syndical, la marine marchande, l'unité des ouvriers et des fermiers, les stocks d'aliments en surplus, l'action politique, les

(28) DAVID J. McDONALD, « Outstanding Gains in Steelworkers, New Pact », International Free Trade Union News, vol. II, no 10, octobre 1956, p. 3.

activités politiques des femmes, la réforme électorale, l'éducation, le développement des ressources naturelles.

A la fin du congrès, M. Meany remarqua :

« ... en dépit de nos résolutions compliquées et longues, nous avons répété que notre but traditionnel est d'avancer la cause de ceux qui travaillent pour un salaire ». »²⁹

La liste des résolutions indique avec presque autant d'éloquence que les orateurs du congrès, la diversité des intérêts du mouvement syndical américain. On est porté à croire qu'il indique aussi que l'AFL-CIO représente non seulement la tradition des deux organisations qui le composent, mais aussi la constitution sur un plan supérieur en quelque sorte de tout ce qui fait sa force.

Un des aspects représentant de façon frappante le changement d'attitude du mouvement syndical et sa confiance en soi a trait à sa position vis-à-vis de la question d'immigration. Après la première guerre mondiale, le mouvement syndical s'opposait à une immigration massive aux Etats-Unis pour les mêmes raisons qu'au siècle précédent (Cf. plus haut p. 3). A l'heure actuelle, l'AFL-CIO se sent assez sûre d'elle-même et est assez pénétrée du sentiment de son importance sur la scène internationale et nationale pour encourager l'immigration aux Etats-Unis. C'est ainsi qu'elle déclara à la fin de 1957 :

« L'Amérique se trouve dans une position économique assez forte pour absorber un nombre raisonnable d'immigrants sans pour cela diminuer les possibilités d'emploi des travailleurs américains... Ce nombre (d'immigrants) devrait être au moins de 250,000 par an, en plus de ceux qui peuvent faire partie du 'quota'... »³⁰

Il est rare de trouver un mouvement syndical qui aujourd'hui cherche à encourager l'immigration dans son pays et qui passe une résolution à cet effet.

Il est clair, à l'heure actuelle, que le mouvement syndical américain ne cherche, ni à s'emparer du gouvernement, ni à contrôler l'industrie. Ce qu'il recherche, somme toute, c'est une vie meilleure pour ses membres et pour la société, un accroissement de la dignité de l'homme. Dans ce but, il recherche l'extension du gouvernement syndical à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine. Dans son effort, il se heurte parfois à des intérêts particuliers ou à des éléments qui voudraient en faire un instrument politique. Il faut dire à son actif que, depuis près de trois quarts de siècle, il n'a pas dévié de sa route. Il est à prévoir que la ténacité dont

(29) 1955 Constitutional Convention Proceedings, New York, N.Y., December 5-8, 1955, American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations, p. 172.

(30) AFL-CIO News, 21 décembre 1957, p. 11.

il a fait preuve dans le passé ne lui fera pas défaut dans l'avenir, car il réalise que:

*« A longue échéance, un des effets les plus importants du syndicalisme est la formation d'un homme différent. Le travailleur protégé par le contrat collectif de son syndicat est libéré du danger d'un traitement arbitraire et impossible à attendre de la part de son patron; il est libéré de la nécessité de flatter ou de faire des cadeaux à son contremaître pour garder sa situation; il est libéré de la peur d'offenser son patron par ses opinions politiques ou sa conduite personnelle. Etre membre d'un syndicat apporte aussi de nouvelles responsabilités: le travailleur doit obéir au règlement du syndicat... Cependant, la discipline imposée par le syndicat avec le consentement de ceux qui sont gouvernés est généralement beaucoup moins sévère que ne l'est le pouvoir du patron sur ceux qui ne font pas partie d'un syndicat. Le syndicalisme augmente le sentiment de participation aux affaires économiques et politiques. Il n'est plus un individu isolé soumis aux forces qu'il ne peut ni comprendre ni contrôler. Il appartient à un puissant mouvement qui peut influencer les événements non seulement dans son usine mais dans toute l'économie... Le syndicalisme tend à élargir la base d'un gouvernement démocratique et à renforcer l'attachement que les travailleurs éprouvent à son endroit. Le syndicalisme est une force sociale conservatrice et le devient de plus en plus au fur et à mesure qu'il vieillit. C'est pourquoi les mouvements politiques révolutionnaires — qu'ils soient fascistes, communistes ou autres — ont généralement pour but immédiat la destruction des syndicats libres ».*³¹

Pleinement conscient du rôle important qu'il joue, le mouvement syndical est une force agissante et une défense de premier plan contre les extrémistes de gauche et de droite. Convaincu que son existence même serait mise en jeu sous une dictature de gauche ou de droite, le mouvement syndical est le soutien par excellence de la démocratie. Un régime sans mouvement syndical libre ne peut pas être considéré comme démocratique.

*« Il est historiquement vrai qu'aucun secteur de la société ne réalise plus le rôle qui est le sien dans une démocratie si ce n'est le mouvement syndical libre ».*³²

A l'heure actuelle, le puissant et libre mouvement syndical américain est une des garanties de la démocratie.

(31) LLOYD G. REYNOLDS, *Labor Economics and Labor Relations*, op. cit., pp. 446-447.

(32) CIO Convention Proceedings, 1952, pp. 148-149.